

Canicule dans les écoles : l'improvisation ne peut plus tenir lieu de politique

La semaine dernière, le Luxembourg a connu un nouvel épisode de canicule. Dans les écoles, cette situation s'est traduite par des températures extrêmement élevées dans les salles de classe, plaçant élèves et enseignants dans des conditions de travail et d'apprentissage inacceptables.

Afin de documenter objectivement la situation, le SEW/OGBL a demandé aux enseignants de relever la température dans leur salle de classe, le 27 juin. Les résultats sont sans appel. Sur base de près de plus de **1 200 relevés**, la température moyenne constatée dans les classes a atteint **32,2 °C**. Dans 17% des salles, la température a dépassé les **35 °C** ; dans la plupart des classes, la température relevée s'est située entre 30 et 35°C, tandis que seules quelques rares classes ont bénéficié de conditions plus supportables.

Ces chiffres démontrent que la situation ne relève pas de cas isolés, mais constitue un problème structurel auquel notre système scolaire n'est aujourd'hui pas préparé.

Face à cette réalité, le SEW/OGBL déplore l'absence d'un cadre national clair. Plutôt que d'assumer pleinement sa responsabilité, le ministre de l'Éducation nationale a renvoyé la gestion de la crise aux communes et aux directions des lycées, se limitant à diffuser des recommandations générales, sans véritable ligne directrice.

Cette déresponsabilisation a conduit à une gestion totalement disparate de la situation. Dans certaines communes, les cours ont été suspendus au cours de l'après-midi ; ailleurs, les élèves sont restés toute la journée dans des locaux surchauffés. Certains lycées ont pu mettre des salles plus fraîches à disposition pour les examens, tandis que d'autres ne disposaient d'aucune solution. L'accès à des conditions d'apprentissage acceptables a ainsi dépendu davantage de décisions individuelles et des lieux de scolarisation que d'une politique nationale cohérente.

Les premières victimes de cette absence d'anticipation sont les élèves. Certains ont perdu des heures d'enseignement faute de locaux adaptés, tandis que d'autres ont dû poursuivre leurs activités dans des salles où les températures ont largement dépassé les seuils compatibles avec un apprentissage efficace et la protection de leur santé. Les enseignants et l'ensemble du personnel éducatif ont également été contraints d'exercer leurs fonctions dans des conditions particulièrement éprouvantes.

Or, ces épisodes de chaleur extrême ne constituent plus des événements exceptionnels. Les effets du changement climatique rendent leur répétition de plus en plus probable. D'ailleurs, le SEW/OGBL a déjà lancé l'année passée un appel urgent à mieux adapter les écoles aux canicules. Il est donc illusoire de continuer à gérer chaque épisode dans l'urgence ou de laisser chaque autorité locale improviser ses propres solutions.

Communiqué de presse

Le SEW/OGBL demande l'élaboration urgente d'un **plan national d'adaptation des établissements scolaires aux fortes chaleurs**. Celui-ci doit définir des procédures harmonisées applicables à l'ensemble du pays ainsi que des critères objectifs permettant de protéger la santé des élèves et du personnel.

Ce plan doit également s'accompagner d'investissements ambitieux dans les infrastructures scolaires : installation systématique de protections solaires extérieures aux fenêtres, rénovation thermique des bâtiments, végétalisation des cours d'école, amélioration de la ventilation des locaux et création d'espaces de fraîcheur.

Dans l'immédiat, des mesures claires de protection doivent être prévues pour les prochaines périodes de canicule afin de garantir des conditions compatibles avec l'apprentissage et le travail.

Le changement climatique est désormais une réalité. Il est temps que les politiques publiques s'y adaptent. L'improvisation ne peut plus tenir lieu de stratégie. Ne rien faire constitue une faute politique.

**Communiqué par le syndicat Education et Sciences de l'OGBL,
le 2 juillet 2026**